



Point presse du Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac : « 2014, année de toutes les ambitions »

Le 17 janvier 2014

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, a annoncé la tenue du 4ème Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement prévu pour en juillet aux Comores. Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo, Madagascar. Cette annonce a été faite lors d'une conférence de presse au siège de la COI à Ebène, le 16 janvier.

Le Secrétaire général a présenté, à cette occasion, le calendrier de l'organisation pour le prochain semestre.

C'est lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la COI, aux Seychelles, à l'occasion de la célébration du 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, que la décision a été prise. Le Sommet sera précédé d'une réunion du Conseil des ministres. Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, recevra ses homologues, le président français François Hollande qui a confirmé sa participation au prochain Sommet, le nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina, dont l'investiture est prévue pour le 25 janvier, ainsi que le président des Seychelles, James Michel et le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam.

Le Secrétaire général a souligné que l'agenda de la conférence n'a pas encore été validé par le Conseil des ministres mais il estime qu'il ne manquera pas de poser quelques-unes des questions clés pour l'avenir de l'organisation qui font l'objet de débats au sein de l'organisation.

Lors de son discours à la cérémonie officielle marquant le 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, en présence du président James Michel et des ministres des Affaires étrangères des pays membres et de l'Ambassadrice Claudine Ledoux, représentante du ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, le Secrétaire général a proposé notamment de changer l'appellation de l'organisation.

« En cette année du 30e anniversaire de l'Accord de Victoria, je ne vois pas de plus beau cadeau que nous pourrions faire à nous-mêmes que de passer l'idée technique de "Commission" à l'ardente ambition de COMMUNAUTE ».

La question de d'élargissement et ou de l'approfondissement de la COI pourrait également être débattue. L'organisation est aujourd'hui en présence d'une demande du Sri Lanka. Les Maldives ont exprimé un intérêt... Cette question est complexe et la COI a demandé à ce sujet l'étude d'un expert.

L'autonomie financière de l'organisation régionale sera également abordée.

La COI est financée par les Etats membres pour son administration et par des bailleurs pour ses projets (à 70% par l'Union européenne).

Jean Claude de l'Estrac estime que la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte de ses pays membres, d'autant plus que le principal bailleur, l'Union européenne lie une part de son financement au poids de la contribution financière des Etats membres.

La connectivité, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle, constituera certainement un des thèmes prioritaires du Sommet, car elle est une préoccupation majeure de nos Etats, a souligné le Secrétaire général.

Pour n'évoquer que l'aspect aérien, un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, « *Les Ailes de l'Indianocéanie* », a été publié et transmis aux autorités gouvernementales. Ses conclusions feront l'objet de discussions lors d'une conférence des ministres de l'Aviation civile et des Transports.

La réunion des ministres des Affaires étrangères aux Seychelles a demandé la convocation urgente de cette conférence.

« Il en va de la compétitivité de notre région. Je rappelle que les liaisons inter-îles sont 185% plus chers que les vols intra-Caraïbes par exemple sur des distances équivalentes », souligne le Secrétaire général.

Dans ce contexte les Seychelles ont proposé l'établissement d'un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie.

Par ailleurs, le 29ème Conseil des ministres de la COI se tiendra à Moroni en mars-avril. A cette occasion, l'Union des Comores cèdera la présidence du Conseil de la COI à Madagascar, la Grande Île n'ayant pu, à deux reprises, assumer ce mandat.

Comité de Haut niveau du Fonds européen de développement (FED). Bruxelles, 14-15 mars.

Les 14 et 15 mars 2014, se tiendra, à Bruxelles, le Comité de Haut niveau du 11e Fonds européen de développement (FED), composé de l'Union européenne et des cinq organisations régionales d'Afrique orientale, australe et océan Indien (AfOA-OI). Ces dernières connaîtront alors le montant précis de la contribution financière de l'UE mise à leur disposition.

Ce fonds sera désormais divisé en trois enveloppes :

La première, sous régionale, est destinée à renforcer les capacités des cinq organisations

régionales et à appuyer la mise en œuvre des programmes.

A ce titre, la COI recevra une enveloppe initiale de 50 millions d'euros auxquels s'ajoute une réserve de 65 millions d'euros pour l'ensemble des organisations régionales en fonction de leur performance.

La seconde est dédiée au financement des infrastructures pour un montant indicatif total de 600 millions d'euros pour l'ensemble des organisations de la région.

La dernière enveloppe cible les priorités interrégionales (pêche, biodiversité, etc.) qui dépassent la zone géographique des organisations régionales. La dotation initiale est de 250 millions d'euros. « *Nous espérons pouvoir accéder à environ Rs 5 milliards, mieux que les Rs 4,3 milliards du 10è FED mais cela dépendra de notre efficience* » , indique le Secrétaire général.

Les financements seront alloués aux organisations régionales sur la base d'un ensemble de critères, dont celui de l'insularité, de l'isolement, des vulnérabilités aux catastrophes naturelles. Ce nouveau critère est une proposition de la COI.

Pour rappel, les cinq organisations régionales concernées sont l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ; la Commission de l'océan Indien (COI) ; le Marché commun d'Afrique australe et orientale (COMESA) ; la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

Etats insulaires en développement. Troisième Conférence internationale des Nations unies sur les Petits (PEID). Septembre, Samoa.

2014 est officiellement décrétée « *Année des Petits Etats insulaires en développement* » par les Nations Unies.

Lors du 3è Sommet des Nations unies sur les PIED, qui se tiendra début septembre à Samoa, le message de la COI portera sur la nécessité d'accorder un traitement spécial et différencié aux PEID.

Ceci, explique le Secrétaire général, doit permettre au PEID de bénéficier des opportunités de financement multilatérales. « *Je pense en particulier aux modalités d'accès au Fonds d'adaptation au changement climatique qui devrait être doté de 100 milliards de dollars d'ici 2020* ».

Ensuite, il est impératif de convaincre la communauté internationale que le coût négligeable que représenterait un traitement spécial des PEID constitue un investissement au bénéfice des équilibres naturels et humains de la planète.

Enfin, l'Economie bleue doit être mise en avant comme levier indispensable à une croissance durable des Etats insulaires.

Sommet sur l'Economie bleue. 20-21 janvier, Abu Dhabi.

L'Economie bleue, un sujet central en prévision de Samoa, représente pour nos îles un relai de croissance durable prometteur. C'est dans ce contexte que le Secrétaire général participe, les 20 et 21 janvier, à Abu Dhabi, au premier Sommet international sur l'Economie bleue, co-organisé par les Emirats Arabes Unis et le gouvernement des Seychelles.

L'enjeu de cette conférence, explique Jean Claude de l'Estrac, est « *de mobiliser les pays et les partenaires de développement autour de ce concept ; de prendre la mesure du potentiel de croissance des économies océaniques et d'identifier des mécanismes de financements innovants* ».

Le Secrétaire général présentera à cette occasion les actions de la COI qui jettent les bases nécessaires à l'émergence d'une économie bleue génératrice de richesses et d'emplois dans l'Indianocéanie.

Conférence régionale sur l'Economie bleue. Avril. COI, Ebene.

Suite au Sommet de janvier à Abu Dhabi et après la participation de la COI à la conférence de Xiamen en Chine sur l'Economie bleue en novembre 2013, la COI organisera une conférence régionale en avril.

La stratégie de développement de nos pays a principalement reposé sur l'exploitation et la gestion de l'espace terrestre alors même qu'ils disposent d'une zone économique exclusive de plus 5 millions de km², un « *véritable Eldorado* » selon les termes du président Seychellois, James Michel.

L'objectif de la conférence sera de déterminer les axes de coopération régionale nécessaires à l'exploitation durable et optimale de notre espace océanique.

Outre les gouvernements et les institutions comme l'Institut océanographique de Maurice et celui de Xiamen, la COI attend la participation active du secteur privé.

Investiture du nouveau président de la République de Madagascar. 25 Janvier, Antananarivo.

La COI participera à l'investiture du président Hery Rajaonarimampianina, le 25 janvier, suite à la proclamation des résultats officiels et définitifs du 17 janvier.

Les scrutins présidentiels, pour lesquels la COI a envoyé des observateurs, ont été jugés crédibles par l'ensemble de la communauté internationale.

Cette investiture sera une « *bouffée d'oxygène* » pour tous les Malgaches et pour toute l'Indianocéanie. Jean Claude de l'Estrac rappelle qu'avant la crise politique, « *la Grande Ile affichait un taux de croissance annuel de 5% en moyenne. La Banque mondiale chiffre le manque à gagner pour l'économie malgache à 8 milliards de dollars pour la seule année 2013 !* »

La prise de fonction officielle du nouveau président, qui mettra ainsi fin à une transition de cinq

ans, préfigure donc une période de stabilité politique et de croissance pour Madagascar mais aussi pour la région.

La COI, conclut le Secrétaire général, entend prendre toute sa place dans la communauté internationale et au sein de l'Union africaine, pour appuyer concrètement une reprise durable à Madagascar. « *C'est en tout cas avec ce message, et avec beaucoup d'espoir, que je me rendrai dans la capitale malgache pour l'investiture du président élu* ».

UNITE COMMUNICATION DE LA COI. Ebène, île Maurice